

CE QU'ÉTAIT LA PLATE-FORME CONSTITUTIVE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

(oct. 1935)

1° DE LA DEFENSIVE ANTI-FASCISTE A L'OFFENSIVE CONTRE LE CAPITALISME

Les forces productives développées par le régime capitaliste se heurtent de plus en plus aux obstacles dressés par leur propre exploitation.

Pour parer à ces difficultés croissantes, le capitalisme est forcé de s'imposer des formes planifiées.

Mais comme à l'époque du capitalisme de libre concurrence, puis du capitalisme monopoleur, le capitalisme étatique reste soumis à la loi du profit et son évolution l'entraîne vers la généralisation de la misère.

En même temps se transforme la superstructure politique et la démocratie bourgeoise devient un système périmé de domination capitaliste : ELLE TEND A SE TRANSFORMER EN ETAT AUTORITAIRE.

L'alternative qui se pose est donc : dictature autoritaire du grand capital contre l'ensemble des masses laborieuses ou dictature du prolétariat, représentée par un gouvernement ouvrier et paysan, issu de la révolution, substituant à l'appareil étatique de la bourgeoisie les organismes démocratiques des masses laborieuses et construisant le socialisme.

Si les partis ouvriers se bornent à défendre la démocratie bourgeoise périmée, ils ne montreront pas d'issue réelle aux masses souffrantes, ils permettront aux démagogues fascistes d'identifier les partis ouvriers avec la démocratie capitaliste et de conquérir ainsi de larges couches désespérées pour les buts fascistes. C'est pourquoi le P. S. doit transformer la défensive anti-fasciste en offensive contre le capitalisme et rassembler les masses laborieuses sous son drapeau en prenant comme points de départ aussi bien leurs besoins économiques que la défense des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par nos aînés.

2° POUR UN FRONT POPULAIRE DE COMBAT

Le Front Populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Les aspirations de ces masses ne peuvent être réalisées désormais que par des combats avec le grand capital et ne devraient avoir comme issue que la chute de la domination bourgeoise. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les possibilités révolutionnaires.

Un gouvernement du Front Populaire rencontrera dès qu'il essaiera de satisfaire même aux plus modestes aspirations des masses la plus farouche résistance extraparlémentaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors, ou bien trahir ces masses et capituler honteusement, ou bien se jeter — sous la pression des masses — dans un combat en direction du socialisme. Seul un gouvernement qui s'appuiera sur la volonté de masses organisées, résolues à la lutte et au moins partiellement équipées pour le combat pourra se transformer en gouvernement ouvrier et paysan et mener à son terme sa tâche révolutionnaire.

La tactique du Parti Socialiste doit découler de ces considérations.

Il doit préparer les masses à l'action directe, à la lutte sous toutes ses formes (depuis les meetings et démonstrations de rue jusqu'à la grève générale en accord avec les syndicats). L'amoindrissement continu de l'importance du parlementarisme impose au parti le passage à l'action extraparlémentaire et la dénonciation des illusions électoralistes. Toute l'activité du Parti doit lui être dictée non par la légalité de son ennemi de classe, mais par la volonté des masses travailleuses et par les nécessités de la lutte révolutionnaire.

3° POUR UNE MILICE POPULAIRE ET DES COMITES DE SALUT PUBLIC

Des mots d'ordre concrets, adoptés à la situation et perceptibles par les masses en mouvement augmentent leur capacité offensive.

Ainsi, en présence des provocations fascistes qui se multiplient, nous lançons le mot d'ordre de la MILICE OUVRIERE ET PAYSANNE; ce mot d'ordre implique la création immédiate des organismes de défense active destinés à l'encadrement des masses. Le développement de la milice sera déterminé par le processus révolutionnaire et contribuera à la désagrégation du moral de l'ennemi fasciste.

D'autre part, dans chaque localité, dans chaque quartier, un COMITE de salut public (COMMUNE) doit se constituer à la faveur des luttes: les paysans seront appelés à contrôler eux-mêmes les prix de vente de leurs produits et les COMITES PAYSANS se prépareront à prendre en mains la gestion des minoteries et des grands domaines. Des COMITES POPULAIRES contrôleront les prix dans les villes; d'autres, en accord avec les syndicats, contrôleront la fabrication et le transport des armements. Partout, les travailleurs constitueront, à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du POUVOIR POPULAIRE. Les délégués de tous les Comités populaires locaux se réuniront pour constituer les ETATS GENERAUX DES MASSES TRAVAILLEUSES.

En même temps, une propagande active et une pénétration